Les méthodes d'action de Martin Luther King en butte à des attaques

Partage international n° 425 – Février 2024

par Tequila Johnson et Sue Udry

Il y a soixante ans, Martin Luther King Jr. (MLK) menait la Marche sur Washington, qui fit basculer l'opinion publique, conduisant à l'adoption de la loi sur les droits civiques de 1964 et la loi sur le droit de vote de 1965. C'est pourquoi il faut faire preuve d'honnêteté et d'esprit critique lorsque l'on réfléchit à la situation actuelle des droits civiques et du militantisme aux États-Unis.

Comme toujours, en cette période de l'année où nous rendons hommage à l'héritage de MLK[1] et où nous prévoyons de célébrer le mois de la mémoire des Noirs, nous entendons nombre de citations pleines de platitude et de portraits simplistes, ainsi qu'une effusion d'auto congratulations collectives pour le travail et les progrès accomplis.

MLK a tragiquement perdu la vie dans le Tennessee, et aujourd'hui, la sénatrice Marsha Blackburn, qui représente ce même État, choisit de ternir son héritage en sapant l'esprit de démocratie et de militantisme auquel il a consacré sa vie.

En tant que militant et organisateur d'un mouvement, l'action collective sous la forme de protestations était l'outil principal de MLK. Que penserait-il des réactions actuelles des autorités à l'encontre des manifestants partout dans le monde ? Orateur et prédicateur doué, sa voix fut un catalyseur pour mobiliser les citoyens et faire évoluer les mentalités. Que dirait-il de la prolifération de la censure et d'autres formes de répression et des politiques régressives ?

Ces questions nous permettent de cheminer vers la justice et vers un monde qui respecte véritablement l'héritage du mouvement des droits civiques. Les attaques issues de la pensée unique et contre la liberté d'expression sont déchirantes, cependant, il y a aussi une formidable volonté des gens qui refusent d'abandonner – une résilience et une résistance qui rappellent le mouvement des droits civiques.

Malheureusement, la protestation est un instrument de moins en moins adapté pour provoquer le changement social et pour demander des comptes à des autorités puissantes telles que les élus, la police et les entreprises. De la persécution des manifestants de *Cop City* (centre d'entraînement policier) en Géorgie aux tentatives généralisées d'écraser la désobéissance civile, une stratégie que MLK considérait comme l'outil nécessaire des opprimés, nous assistons à l'éclatement d'une crise dans l'organisation du militantisme social.

Grâce au pouvoir de lobbying des grandes entreprises et des syndicats de police, des centaines de projets de loi anti-manifestation ont été introduits aux États-Unis depuis 2017 dans presque tous les 50 États, interférant avec le long héritage de protestation américaine, avec pour résultat une augmentation spectaculaire des amendes civiles pour les manifestants et dans certains cas des sanctions pénales pour des formes spécifiques de protestation.

Début janvier 2024, les sénateurs Marsha Blackburn (Tennessee) et Thom Tillis (Caroline du Nord), ont présenté un projet de loi fédérale qui sanctionnerait les manifestants qui bloquent, tentent de bloquer ou conspirent en vue de bloquer les routes et autoroutes publiques. Le *Safe and Open Streets Act* (loi sur les voies publiques ouvertes et sûres) ferait de la pratique de l'action collective qui existe depuis longtemps dans l'histoire de notre pays un crime passible d'une amende d'un montant non spécifié et d'une incarcération dans une prison fédérale pouvant aller jusqu'à cinq ans. Le prétexte de la sécurité et de la libre circulation ne peut occulter les abus potentiels et l'application sélective inhérents à cette loi et à d'autres lois anti-manifestation.

Selon *Equity Alliance,* une organisation de terrain basée dans le Tennessee qui œuvre au renforcement du pouvoir politique des Noirs et dont Tequila Johnson est la directrice, il existe une ironie amère dans le fait que MLK ait été assassiné dans le Tennessee, État dont la sénatrice, Mme Blackburn, est aujourd'hui à la tête de l'assaut contre les droits civiques.

Les libertés individuelles reculent dans le

monde entier

Quel chemin avons-nous parcouru si, plus de cinquante ans après Selma, des manifestants contre *Cop City,* un centre d'entraînement de la police en Géorgie, sont accusés de terrorisme ?

Malheureusement cette situation n'est pas propre aux États-Unis ; les libertés individuelles reculent dans le monde entier. Des pays comme l'Argentine et de nombreux pays d'Europe voient également leurs gouvernements déployer des efforts constants pour empêcher les citoyens de s'exprimer, d'agir et de faire pression sur leurs élus afin qu'ils écoutent la volonté du peuple.

Plus récemment, nous avons assisté à une répression mondiale des manifestants contre la guerre à Gaza, qui va également à l'encontre des principes de solidarité mondiale défendus par MLK. Un an avant sa mort, il prononçait un discours célèbre à l'église Riverside de New York, intitulé *Au-delà du Vietnam : il est temps de briser le silence,* dans lequel il dénonçait non seulement la guerre, mais aussi la censure de la liberté d'expression. En outre, il a cherché à établir des liens internationaux et à se solidariser aux mouvements pour la liberté dans le monde entier, des luttes anticolonialistes en Afrique aux mouvements pour la liberté des « intouchables » en Inde.

Les répercussions des politiques répressives que nous observons, ainsi que les attaques contre les dissidents et les blessures graves causées par l'utilisation excessive d'armes sub-létales contre les manifestants, le déconcerteraient également profondément. Les attaques violentes contre les manifestants par les forces de police et les personnes soucieuses de maintenir le statu quo lui rappelleraient sans doute la brutalité dont ont été victimes les manifestants pour les droits civiques à Selma en 1965 et la violence infligée aux Noirs par les Blancs pendant des centaines d'années.

L'organisation *Defending Rights and Dissent* (défense des droits et de la contestation), basée à Washington et dirigée par Sue Udry, qui œuvre au renforcement de la démocratie participative et du droit à l'expression politique, a recensé les indemnisations versées par des services de police au mouvement *Black Lives Matter* (la vie des Noirs compte), depuis 2020.

Dans tout le pays, les services de police ont versé plus de 113 millions de dollars aux manifestants qui ont été blessés par la police. On peut imaginer que cet aveu tacite de culpabilité aurait troublé MLK.

En effet, bien que les manifestants aient davantage de recours juridiques qu'à son époque, cet état des lieux constitue l'énième rappel du pouvoir incontrôlé des forces de l'ordre et de la violence continue et disproportionnée infligée aux Noirs, aux indigènes et aux personnes de couleur.

Pourtant, malgré tous ces reculs dans la lutte pour le progrès et contre l'injustice, nous pensons que MLK puiserait courage dans les millions de personnes qui, de par le monde, refusent d'être réduites au silence. Serait-ce les vestiges de l'influence que les leaders des mouvements sociaux du passé exercent sur les générations futures ?

D'un point de vue concret, nous savons que la route vers la liberté a plutôt été un chemin en dents de scie au cours de l'Histoire. La lutte pour la liberté et la solidarité fait partie de l'existence humaine ; c'est un aspect inévitable de la vie.

Cependant, il est décourageant de voir les outils fondamentaux du militantisme social être impitoyablement démantelés ou interdits à cause d'intérêts égoïstes et de la cupidité des politiciens et des entreprises.

En cette période de l'année où nous prenons le temps d'honorer les combattants noirs de la liberté, nous devons nous engager à évaluer honnêtement où nous en sommes dans la transmission du flambeau de la justice que MLK a enflammé pour le monde, et à le rallumer en repoussant toutes les tentatives de répression du pouvoir des peuples.

1 – Il s'agit d'un jour férié aux États-Unis, vers mi-janvier, en mémoire de Martin Luther King : c'est le *MLK day.*

Auteur : Tequila Johnson et Sue Udry, Tequila Johnson : dirige Equity Alliance dans le Tennessee (Etats-Unis), une organisation citoyenne qui œuvre au renforcement du pouvoir économique et politique des Noirs. Sue Udry : dirige Defending Rights and Dissent, une organisation de défense des libertés civiques qui se consacre au renforcement de la démocratie participative en protégeant le droit à l'expression politique.
Sources : commondreams.org
Thématiques :
Rubrique : Divers